

Grève et manifestations interprofessionnelles, le jeudi 27 mai !

Le gouvernement prépare une grave remise en cause de nos droits à la retraite. Refusant de s'attaquer aux profits faramineux des actionnaires, il entend faire payer les salarié-e-s : remise en cause de la retraite à 60 ans, forte diminution des pensions, voilà le projet du gouvernement et du patronat !

Surfant sur la « crise grecque », ils annoncent un plan de rigueur, c'est-à-dire d'autres attaques contre les salarié-e-s, les retraité-e-s, les chômeurs/ses, les jeunes, ... pour maintenir et même grossir les bénéfices des entreprises et la richesse des plus riches !

Gouvernement et patronat s'attaquent à nos droits à la retraite

Ils affirment que c'est inéluctable pour deux raisons : l'espérance de vie augmente, il y a de plus en plus de retraité-e-s, et il n'y a pas d'argent pour financer le système de retraite. **Ils mentent.**

L'augmentation de l'espérance de vie est un phénomène très progressif mais qui dure depuis des siècles ; ça n'a rien d'exceptionnel aujourd'hui. **N'est-ce pas le sens de l'histoire, du progrès humain, que de bénéficier de quelques années supplémentaires de retraite, si nous vivons un peu plus vieux qu'auparavant ?** Sans oublier toutes celles et tous ceux qui meurent au travail ou usé-e-s par le travail, et n'atteignent pas la retraite...

En 2000, 2 salarié-e-s cotisaient pour 1 retraité-e. En 2040, il n'y aura qu'1,25 salarié-e pour 1 retraité-e. Certes, mais **chaque salarié-e de 2040 produira, pour le même temps de travail, autant que 2 salarié-e-s de 2000.** Il y a donc largement de quoi payer les cotisations d'1 retraité-e, et aussi augmenter les pensions, les salaires, diminuer le temps de travail.

De l'argent, il y en a !

Le Conseil d'Orientation des Retraites estime qu'en 2050 le besoin de financement des régimes de retraite serait de 115 milliards d'euros. Mais le Produit Intérieur Brut sera alors supérieur à 3 800 milliards d'euros ; soit 1 900 milliards de plus qu'aujourd'hui. Et ce serait difficile de trouver éventuellement 115 milliards pour nos retraites, dans ces 1 900 milliards supplémentaires ?

Rappelons que le bénéfice des seules entreprises françaises du CAC 40, uniquement pour les années 2007 à 2009, c'est ... 212 milliards d'euros !

Il n'y a pas de problème des retraites !

Il y a l'urgence d'une autre répartition des richesses !

Dans le système économique en place, la répartition des richesses produites collectivement est totalement injuste. Une partie de ce que qui est produit par celles et ceux qui travaillent leur est volée, pour enrichir les actionnaires. Quand le mouvement social est faible, le patronat est plus fort. Ainsi, ces dernières années, l'inégalité de la répartition des richesses produites s'est encore renforcée, au profit des actionnaires, au détriment des salarié-e-s.

Nous avons perdu en salaires, protection sociale, retraite, ce que patrons et actionnaires ont gagné en profits supplémentaires (quasiment 3 fois plus qu'en 1982)

La lutte des classes existe, et le patronat la mène très efficacement, pour lui. Et si on inversait la tendance ?

Pour cela, il faut se battre ensemble : salarié-e-s du privé et du public, chômeurs/ses, retraité-e-s, jeunes en formation, ...

Luttons tous ensemble et dans l'unité syndicale !

Journée interprofessionnelle de grève et de manifestations le 27 mai

Déjà, dans plusieurs secteurs professionnels, les syndicats appellent unitairement à la grève le 27 mai. Les manifestations unitaires s'organisent dans les départements.

Nous voulons un meilleur régime de retraite pour tous, pas la régression sociale !

Nous refusons la rigueur pour les travailleurs/ses, qui ne sert qu'à garantir les profits d'une infime minorité.

Sans action collective forte des salarié-e-s, Sarkozy se permet de recevoir 5 confédérations sociales pour ce qu'il appelle un « sommet social » où les seules décisions annoncées sont l'abandon de quelques mesures qui aidaient un peu les plus démunis-e-s !

Notre force le 27 mai aura des conséquences sur le niveau des attaques du projet de loi sur les retraites que le gouvernement publiera quelques jours plus tard.

Beaucoup de grévistes et de manifestant-e-s le 27 mai, c'est indispensable pour travailler à une suite. Pour l'Union syndicale Solidaires, réussir une journée d'action n'est pas une fin en soi ; mais c'est indispensable aujourd'hui pour créer les conditions d'un mouvement plus long, pour gagner.

Le gouvernement utilise l'exemple grec pour nous imposer un plan de rigueur, mais il ne dit pas qui est responsable de cette situation !

La crise grecque et maintenant les menaces pesant sur le Portugal, l'Espagne, l'Italie (aucun pays ne pouvant d'ailleurs se croire à l'abri), illustrent les impasses de l'Union européenne (UE). Elle s'est construite sur la concurrence entre les Etats, sur le moins disant fiscal et social avec des règles visant à exclure le plus possible l'intervention politique de la sphère économique.

Ainsi l'UE s'est dotée de règles strictes en matière de dette et de déficit public, les fameux critères de Maastricht, et il est interdit à la Banque centrale européenne (BCE) de financer les Etats. Ces règles étaient censées permettre la convergence des économies des différents pays et faire de l'UE une zone de stabilité monétaire. Elles ont abouti à leur contraire. Les trajectoires économiques des pays ont totalement divergé, l'Allemagne par exemple a mené une politique d'austérité contre sa population pour gagner des parts de marché sur ses voisins européens. **Pour rester dans les critères de Maastricht, les autres doivent faire de même, réduire le coût du travail... et la spirale du dumping social continue, sans fin si nous laissons faire.**

Loin d'être une zone de stabilité, l'UE est aujourd'hui livrée à une spéculation financée, de fait, par la Banque centrale européenne : les banques se refinancent auprès d'elle à un taux de 1% pour prêter aux Etats à des taux qui sont allés jusqu'à 10 % dans le cas de la Grèce.

Et les marchés, comment ils vont ? Pas mal, et assurément mieux que vous !

A peine les détails de l'attaque sans merci contre le peuple grec étaient-ils réglés que « les marchés » connaissaient déjà une importante hausse ; comment mieux exprimer à quel point le Fonds Monétaire International et l'Union Européenne n'ont qu'un but : restaurer de fortes marges de profits pour les spéculateurs et les actionnaires, en écrasant les populations si c'est nécessaire.

Il faut casser cette spirale infernale, imposer une logique différente, basée sur les besoins de la collectivité, et plus centrée sur les seuls appétits financiers d'une minorité.